

intempestif et violent effraierait les gouvernements, et que leurs infortunés compatriotes seraient les premiers à pâtir de leurs attentats ¹.

Depuis longtemps, la politique anglaise travaillait à se créer des droits et une influence dans cette Arménie qui s'interpose entre la poussée russe vers le Sud et les routes de l'Inde. Depuis la guerre de Crimée, une longue série, très instructive, de *Livres Bleus*, témoigne des efforts du cabinet de Londres pour faire entrer l'Arménie dans la clientèle de la Grande-Bretagne ; à chacun des actes ou à chacune des publications par lesquelles la France exerce ou consolide son protectorat sur les catholiques de Syrie et de Palestine, l'Angleterre répond par une démarche en faveur des Arméniens ; elle patronne en Arménie des missions protestantes ; elle y envoie des officiers, des voyageurs chargés de faire des enquêtes sur la situation du pays. Au traité de San Stefano, la Porte s'engageait « à réaliser sans plus de retard les améliorations et les réformes exigées par les besoins locaux dans les provinces habitées par les Arméniens et à garantir leur sécurité contre les Kurdes et les Circassiens ». Cette clause, d'où aurait pu sortir un droit d'intervention russe en Arménie, est une de celles qui alarmèrent le plus le gouvernement de Londres. Le traité du 4 juin 1878 renversa la situation à son profit : en échange de l'alliance pour la défense des territoires du Sultan en Asie, celui-ci « promet à l'Angleterre d'introduire les réformes nécessaires (à être arrêtées plus tard par les deux puis-

1. Les Arméniens riches de Constantinople désapprouvaient hautement ces menées révolutionnaires. Ils n'eurent d'ailleurs pas, ou presque pas, à souffrir des massacres qui frappèrent surtout les travailleurs arméniens nouvellement immigrés à Constantinople.